

---

## France-Algérie: une relation particulière?

---

Jean Audibert

*— Vous avez été ambassadeur de France en Algérie de janvier 1989 à septembre 1992. Dans quel état d'esprit avez-vous pris cette fonction? Dans quel état d'esprit l'avez-vous terminée?*

Lorsque j'ai rejoint mon poste trois mois après l'explosion d'octobre 1988, je savais que j'allais trouver un pays traumatisé, ébranlé par l'expression violente et dans une large mesure spontanée d'un mécontentement populaire exprimé par la révolte des jeunes, choqué par la violence de la répression menée par l'armée. J'étais donc avant tout attentif à la façon dont le pouvoir algérien allait analyser l'état de la société et aux leçons qu'il tirerait de l'échec patent du système politique et économique mis en place depuis plus de vingt ans.

En même temps, j'étais confronté à deux problèmes typiques des rapports franco algériens. Depuis 1986, un contentieux existait sur l'accord gaz entre les deux pays. Les livraisons continuaient à un rythme normal mais il y avait problème sur le prix. Des négociations entreprises à la fin de 1988 ont permis de signer un accord à la fin de janvier 1989 et de régler le différend.

Par ailleurs, le président Chadli nous avait retiré en septembre 1988 l'usage du lycée Descartes et avait interdit la fréquentation des établissements scolaires français aux enfants algériens et surtout aux

binationaux, pour la plupart engendrés de père algérien et de mère française. Cela créait une grande émotion parmi les couples mixtes.

Je dois dire, en toute humilité, que malgré mes efforts pendant presque quatre ans je ne suis pas arrivé à régler de façon satisfaisante cette question.

Je signale ces points pour qu'on n'oublie pas que ce sont ces problèmes qui sont le pain quotidien de nos représentations diplomatiques.

Pour en revenir à mon état d'esprit lors de mon arrivée, je dirais ceci. Je pensais que le choc d'octobre 1988 avait été tellement fort, qu'il allait dessiller ceux qui, dans l'armée et dans le parti-Etat, tenaient le pouvoir. La population étaient en deuil de ses enfants morts, l'armée était affectée d'avoir tiré pour sauver un système en perdition. Depuis des années déjà, en tout cas depuis 1986, le système économique étalait ses insuffisances et son incapacité. Un comité contre la torture dénonçait les abus et les ligues des droits de l'homme menaient combat contre toute les déviations du système.

Presque quatre ans après, je suis parti angoissé, épuisé et presque désespéré. Mohammed Boudiaf avait été assassiné fin juin 1992. Le terrorisme se développait. Les tentatives de réforme avaient été bloquées. Depuis novembre 1991 et l'attaque de la caserne de Guemmar, on était passé au stade de la confrontation armée entre le pouvoir et l'armée d'une part, le mouvement islamiste d'autre part. Les partis politiques ne jouaient qu'un rôle marginal. La société, prise dans un étau, soumise au couvre-feu, vivait dans des conditions de plus en plus difficiles. Le pouvoir d'achat avait baissé d'un tiers en trois ans, l'inflation était de 30% par an et tout l'appareil administratif, l'enseignement, la santé souffraient de graves dysfonctionnements. Le chômage touchait 50% de la classe d'âge entre 18 et 25 ans. En outre, comme toujours en cas de crise, la France était le bouc émissaire des malheurs de l'Algérie.

La presse francophone accusait notre pays de servir de base arrière au mouvement islamiste. On allait même, dans certains hebdomadaires proches de la Sécurité Militaire, jusqu'à l'accuser d'être à l'origine de certains attentats meurtriers comme celui de l'aéroport d'Alger. Les islamistes de leur côté reprochaient au gouvernement français de soutenir le pouvoir et la répression. Bref, l'impasse était totale et la nomination, deux mois avant mon départ, comme Premier ministre de Belaïd Abdesselam était le symbole même du retour au dogme boumediéniste.

*— Par rapport à l'idée que vous aviez de l'Algérie qu' est-ce qui vous a le plus frappé et étonné dans la réalité algérienne pendant votre présence sur place?*

Avant 1989, j'avais séjourné plusieurs fois dans le pays. En 1965,

1970, 1975, 1981 j'étais resté plusieurs semaines et je connaissais assez bien les différentes régions; j'avais assisté à la préparation de la réforme agraire; j'avais visité les grandes réalisations industrielles de l'époque Boumediène. J'avais donc une connaissance préalable assez satisfaisante même si elle restait superficielle. Je résumerai les impressions qui m'ont le plus marqué pendant mon dernier et mon plus long séjour en quatre observations.

D'abord l'extraordinaire progrès qu'avait fait l'Algérie dans le domaine des équipements en vingt cinq ans: une infrastructure routière, portuaire, aéroportuaire impressionnante, un formidable bond en avant en matière de scolarisation ainsi qu'en matière de santé publique, l'électrification quasi générale du pays. Le développement de l'enseignement supérieur avait créé dans tous les domaines une élite importante, compétente dans les divers secteurs de l'activité nationale.

La deuxième impression était celle d'un échec économique patent. L'agriculture étant restée le parent pauvre. Certains faits me choquaient, par exemple, d'après les rapports officiels publiés dans la presse, plus de 60% du verger fruitier algérien avait plus de trente ans d'âge. L'industrie, à l'exception du secteur pétrolier, fonctionnait mal, n'arrivant pas, et de loin, à satisfaire les besoins du marché intérieur. Par exemple aussi l'Algérie importait plus de 80% des médicaments qu'elle consommait. Le secteur privé restait atrophié et on vivait souvent dans un climat de pénuries ou de rupture d'approvisionnement.

La troisième impression était celle d'une société politiquement bloquée. Le système du parti unique avait, en trente ans, supprimé toute possibilité de communication à l'intérieur de la société. Le parti-Etat FLN et les organisations de masse (Union des paysans, Union des femmes, Union des jeunes, etc) devaient encadrer le pays comme le pouvoir central devait administrer l'économie. En réalité, le système centralisé et bureaucratique qui avait été mis en place empêchait toute expression populaire et la vie publique manquait tragiquement de corps intermédiaires. On était donc dans un système rigide, très pesant et les mécontentements accumulés, les revendications étouffées ne pouvaient s'exprimer que par de brusques flambées de violence comme cela avait été le cas plusieurs fois depuis 1980. Je garde cependant un souvenir extraordinaire de la période qui s'est écoulée de septembre 1989 à juin 1991. Malgré la guerre du Golfe qui a troublé profondément l'opinion publique, on a eu l'impression que, peut-être, on allait sortir de cet enfermement dans lequel se trouvait contrainte la société. La réforme constitutionnelle de février 1989 puis les textes autorisant le multipartisme, organisant la liberté d'expression, facilitant la constitution d'association, tout cela a créé une espérance fragile et j'ai assisté avec bonheur à la naissance et à la multiplication d'une presse libre, plus, à l'instauration d'un climat qui laissait croire que l'on allait sortir du carcan d'un système imposé. Peut-être était-ce une illusion, mais j'ai vécu cette

embellie comme la promesse d'une vraie démocratie de l'Algérie et d'une ouverture sans complexe sur l'extérieur, comme la certitude que le pays pouvait espérer lui-même une mutation profonde vers plus de liberté et plus de droit. Même si cela n'a été qu'un intermède de dix-huit mois qui s'est terminé par des affrontements violents, par l'instauration de l'état de siège et par la chute du gouvernement, j'en garde la conviction qu'au-delà des perspectives tragiques de la période actuelle, il existe dans la population algérienne une maturité politique qui doit lui permettre de reprendre le chemin d'une modernisation nécessaire et d'une expression responsable de ses choix.

– *On parle souvent de relations privilégiées entre la France et l'Algérie. Comment les définissez-vous?*

Je pense que l'expression "relations privilégiées" entretient beaucoup de confusion, et qu'elle relève plutôt de la mythologie ou du discours de fin de banquet. Il faut d'ailleurs établir une distinction claire entre les rapports d'État à État d'un côté et les relations de peuple à peuple de l'autre. La mythologie ce sont les accords d'Evian et la coopération exemplaire que le général de Gaulle voulait instaurer entre l'Algérie et la France.

De tout cela il ne reste pas grand chose. Dans leur substance, les rapports entre la France et l'Algérie se sont normalisés. Dans le domaine économique nous sommes présents, mais comme le sont les Italiens, les Américains ou les Japonais. Nous sommes les premiers fournisseurs de l'Algérie, mais nous précédon de peu nos concurrents et nos exportations vers ce pays ne représentent qu'un pour cent de nos exportations globales. Nous importons d'Algérie un tiers du gaz que nous consommons mais nous avons toujours développé une stratégie de diversification de nos approvisionnements. Dans le champ diplomatique, l'Algérie a eu, un moment, un rôle de chef de file, en particulier dans les années 1970 pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial. Le général de Gaulle disait: "*L'Algérie est, pour nous, la porte étroite du Tiers-Monde*". Mais là aussi tout a changé. Avec la dislocation de l'Union soviétique après la chute du mur de Berlin, le non-alignement n'a plus beaucoup de signification. Nous apportons une coopération culturelle, technique et financière proportionnellement aussi importante au Maroc, à la Tunisie et à beaucoup de pays d'Afrique.

C'est peut-être la tonalité de ces relations d'État à État qui est singulière. Le président Boumediène disait en 1974: "*Les relations entre la France et l'Algérie peuvent être bonnes ou mauvaises, en aucun cas elles ne peuvent être banales*". Et il est vrai que nous passons sans transition du "coup de passion", exprimé en 1981 par Claude Cheysson, à la crise. La lecture quotidienne de la presse algérienne est quelquefois une épreuve pour l'ambassadeur de France.

Par contre, s'il existe des relations particulières, c'est au niveau des populations. Les Algériens, même dans les villages les plus isolés, ont un rapport avec la France que l'on ne retrouve pas dans d'autres pays. Cela tient à l'histoire bien sûr mais aussi à la présence en France d'une communauté algérienne importante. Cela tient aussi à l'usage du français qui s'est beaucoup développé après l'indépendance et fait encore une partie des enseignements des universités.

— *Estimez-vous que la France a une responsabilité dans la situation de l'Algérie?*

Si l'on raisonne à l'échelle historique, il serait absurde de dire que la France n'a pas de responsabilité dans la situation actuelle de l'Algérie. Notre pays a occupé le pays et l'a colonisé pendant cent trente deux ans. Il y a fait la guerre pendant huit ans. La société algérienne porte encore les marques de cette présence et de cette guerre. L'affrontement actuel entre le pouvoir et l'armée d'un côté et les islamistes de l'autre est provoquée par des causes récentes: la crise économique, l'échec du système politique en place depuis trente ans, la croissance démographique, le chômage, la propagation de nouvelles idéologies fondamentalistes, tout cela dans le désordre. Mais on peut imputer à la colonisation et à la guerre le fait que la société algérienne a été déstructurée et qu'elle a perdu ses références culturelles, qu'elle a été désarticulée par la politique de regroupements des villages pendant les hostilités. J'admets donc l'existence de ces séquelles que des historiens comme Mohamed Harbi ou Benjamin Stora ont bien analysées. Mais si l'on raisonne dans le court terme, en tout cas sur la période qui a suivi l'accession de l'Algérie à la souveraineté internationale, je ne pense pas que nous ayons de responsabilité spécifique dans les affrontements actuels. Jusqu'en 1971 l'aide à l'Algérie a été considérable sous forme de coopération technique, d'aide financière, d'avantages commerciaux, d'aide aux investissements. Cela a continué jusqu'à maintenant avec des intensités variables selon les sensibilités des présidents de la république et des gouvernements. Elle a été relancée en 1982 avec l'accord gaz qui octroyait un prix avantageux au fournisseur algérien, et avec la signature de nouveaux accords de coopération. La contribution française à la formation des élites qualifiées algériennes a été considérable dans tous les domaines.

Dire que la politique française a contribué à consolider le régime du parti et de l'économie administrée me paraît cependant sans fondement. Le pouvoir algérien depuis 1965 a trouvé les ressources nécessaires à la consolidation de son pouvoir essentiellement dans la rente pétrolière et dans l'encadrement de la population. C'est lorsque la première a été fortement réduite c'est à dire à partir de 1986, et que le second s'est révélé inopérant que la crise a éclaté. Là où existe réellement une

responsabilité française particulière c'est dans le fait que la plupart des grands pays industrialisés: les États-Unis, le Japon, les pays de l'Union Européenne, se réfèrent à la position française pour définir la leur, particulièrement dans le domaine financier et économique. Par exemple en ce moment la France joue un rôle moteur dans la négociation internationale pour la restructuration de la dette algérienne et cela a pour conséquence que Anouar Haddam dirigeant du Front Islamique du Salut en exil estime que "*cette aide ne profite pas au peuple algérien, mais au pouvoir en place*". Enfin je ne peux pas ne pas parler de l'affaire Mécili qui a montré que certaines connivences existaient entre des services français et la sécurité militaire algérienne. Mais je pense que les anomalies scandaleuses révélées à cette occasion ne doivent pas induire une ingérence permanente dans les affaires intérieures algériennes.

– *Considérez-vous l'Algérie comme un problème intérieur français?  
En particulier la présence en France d'une importante communauté algérienne vous paraît-elle pour un problème spécifique pour l'avenir possible de l'Algérie?*

L'Algérie n'est pas un problème intérieur français. En aucun cas. Mais il est vrai que la présence d'une communauté algérienne d'environ 700.000 personnes en France en est un. Et même, dans une certaine mesure, la présence en France de Français d'origine algérienne, comme le montre le fait que le Parlement débat, en mai 1994, de mesures financières et sociales destinées aux harkis et à leurs familles arrivées ici il y a plus de trente ans. Je ne peux m'étendre sur cet aspect qui mériterait à lui seul de longs développements concernant les problèmes aigus de la société française que sont la politique d'intégration, la politique de la ville et la définition d'une attitude cohérente à l'égard de l'islam français. Par ailleurs, la communauté algérienne en France, dans son acception large, joue un rôle important dans la vie de son pays d'origine. Bien que les statistiques officielles n'en fassent pas état, elle alimente de façon significative l'économie algérienne. Dans le secteur du bâtiment d'abord; en circulant en Algérie on voit dans beaucoup de villages et de bourgades les chantiers de construction des émigrés. Mais aussi dans toute l'économie informelle qui alimente le marché algérien en véhicules, pièces de rechange, pneumatiques etc...

Quand on sait que les émigrés marocains rapatrient dans leur pays par la voie bancaire environ deux milliards de dollars par an, on peut évaluer approximativement les transferts des émigrés algériens par des circuits non-officiels.

Il existe aussi bien d'autres effets plus difficiles à cerner mais apparemment indéniables sur les comportements et sur les habitudes de consommation.

Youssef Courbage, chercheur à l'INED, s'intéresse à l'évolution démographique du Maghreb: "*La portée indirecte de la présence des communautés rapatriées en Europe est également importante, même si elle échappe à une quantification exacte. Sans l'émigration, ses envois de fonds et de biens de consommation et surtout les transferts des valeurs et des mentalités qu'elle a occasionnés, la transition vers les basses fécondités aurait avancé d'un pas beaucoup moins alerte*". Il y a donc indéniablement maintien de liens très forts entre la communauté algérienne en France et son pays d'origine et une interaction multiple difficilement quantifiable.

Ceci étant posé, on ne peut pas dire qu'il y ait une véritable influence de la communauté algérienne en France sur l'évolution du conflit actuel. Et l'avenir peut voir des évolutions très différentes selon la façon dont l'affrontement politique interne évoluera.

Le président Boudiaf avait eu l'idée, pendant son court passage à la tête de l'État, de faire venir à Alger des entrepreneurs privés algériens qui avaient "réussi" en Europe. Il pensait qu'ils pouvaient contribuer par leur expérience et leurs connaissances à développer un secteur privé national efficace. La tentative a évidemment tourné court parce qu'aucune des conditions pour le lancement de cette expérience n'était réunie. Si l'Algérie évolue vers une pratique réellement démocratique et vers une économie de type libéral il est certain que les émigrés peuvent apporter une contribution déterminante à son développement. Si au contraire, elle va vers un système fermé de domination idéologique et de contraintes nouvelles, les liens avec l'émigration se distendront progressivement et l'intégration dans les sociétés d'accueil en sera accélérée.

— *Un pouvoir islamiste vous semble-t-il une hypothèse forte, vraisemblable? Quelles pourraient être les conséquences pour les relations avec la France?*

Le fait patent est que les deux consultations électorales qui ont eu lieu en juin 1990 pour les municipales et en décembre 1991 pour les législatives ont été gagnées largement par le Front Islamique du Salut. Il est difficile d'apprécier comment les comportements de la population et ses choix politiques ont évolué depuis. Mais il apparaît aux observateurs que le camp dit "démocratique" n'a pas su rassembler et n'a pas pu s'organiser. Les manifestations populaires à Alger, à Tizi Ouzou, à Oran, à Batna montrent qu'il existe des groupes importants qui s'opposent autant à l'idéologie islamiste qu'au pouvoir en place. Mais il n'y a pas de mouvement organisé et national qui structure ce courant. Les tentations de dialogue politique n'aboutissent pas. On pense que, dans l'état actuel des choses, le "camp islamiste" n'est pas en mesure de prendre le pouvoir par la force. On est sûr que la politique de répression ne peut pas venir à bout ni des groupes terroristes ni du mouvement politique

d'inspiration islamique. D'après Mohamed Harbi "*L'Algérie aujourd'hui est dans une situation sans solution apparente*" (*Le Monde* du 13 avril). L'issue de l'affrontement est largement imprévisible. Une grande partie de la population, atteinte dans sa vie de tous les jours, menacée par les excès de l'un et l'autre camp, n'adhère ni à l'un ni à l'autre, ne se prononce pas et subit les événements dans une dégradation continue de son niveau de vie. On peut imaginer une sortie de crise qui présupposerait un compromis entre les factions opposées. Disons que, pour le moment, c'est une hypothèse raisonnable qui ne tient pas compte de l'hétérogénéité de chaque camp et de la radicalisation des extrémistes des deux bords.

Pour répondre plus directement à votre question, je dirais que l'on peut difficilement concevoir le retour à l'apaisement sans une participation du mouvement islamiste au pouvoir. Le problème reste celui des conditions de cette participation et la nature du pacte politique qui serait conclu. Quant aux rapports avec la France, ils seront indéniablement affectés par ce changement. Mais là aussi on peut difficilement prévoir la nature des relations nouvelles qui s'établiraient. Elles dépendent d'abord et avant tout du comportement du nouveau pouvoir politique à notre égard. Les gouvernements français successifs ont toujours souhaité contribuer à l'établissement d'une zone de stabilité et de développement en Méditerranée occidentale. Les gouvernements à venir auront, soyons en surs, la même ligne de conduite et œuvreront pour que notre Sud immédiat reste une aire d'échange et de coopération.

– *L'islamisme politique en Algérie est-il porteur d'un projet spécifiquement anti-français?*

Le mouvement islamique en Algérie bénéficie d'un large soutien populaire parce qu'il incarne d'abord le rejet du système politique qui régit le pays depuis plus de trente ans. Mais on ne peut pas dire qu'il ait une plate-forme précise et un programme détaillé du genre de ceux que nous, Européens, attendons de nos partis politiques. A l'intérieur du Front Islamique, il y a des tendances multiples, parfois contradictoires et des positions quelquefois antagonistes sur des options essentielles. Il est vrai que dans la littérature de vulgarisation de la glose islamiste "l'Occident décadent, corrompue, matérialiste" est stigmatisé et est désigné comme le responsable de la dérive des populations musulmanes et de leur contamination. Mais les différences de tonalité sont infinies; par exemple, entre le discours d'Abbassi Madani et le prêche enflammé et imprécateur d'Ali Belhadj. Il existe d'autre part en Algérie, depuis 1962, toute une exploitation politique de l'hostilité à la France dont le pouvoir a pensé qu'elle consolidait son emprise sur la population. C'est Houari Boumediène qui a lancé l'expression "Hizb Fransa", le parti de la France, pour stigmatiser les nostalgiques du passé et dénoncer les

traîtres à la cause nationale. C'est le parti-État qui a instrumentalisé l'opposition entre les francophones et les arabophones, comme il a exaspéré et exploité celle entre Berbères et Arabes.

Le FIS a donc repris à son compte cette démagogie populiste avec les effets dramatiques directs ou indirects que l'on sait: assassinat de Français et d'intellectuels algériens francophones comme Tahar Djaout, et bien d'autres. Mais si l'on est bien obligé de constater qu'il y a dans le mouvement islamiste une hostilité à l'Occident "impérialiste et oppresseur", il faut aussi penser aux ambiguïtés de cette attitude et parfois à l'espèce de schizophrénie qu'elle exprime.

Dans un article récent, après un voyage à Alger, Juan Goytisolo écrit: "*La névrose collective qui affecte l'Algérie est le produit d'un ensemble de contradictions insolubles; les mêmes qui expriment sincèrement leur aversion pour un Occident corrompu et agresseur profiteraient, s'ils le pouvaient, de n'importe quelle occasion pour émigrer en France*". De même Rémy Leveau dit parlant des jeunes urbains, particulièrement touchés par l'islamisme: "*Leur discours de refus du modèle occidental masque le plus souvent des ruptures profondes avec les pratiques des générations précédentes. Il s'agit plutôt de mutants contrariés de la modernité, condamnés à une sorte d'inversion de leur discours en réponse aux promesses non tenues des Etats*". Enfin, il ne faut pas oublier que de nombreux intellectuels formés en Occident, en Europe et aux Etats-Unis font partie des groupes islamistes dirigeants et que pour eux il ne s'agit pas de rejeter le progrès technique et la modernité technologique mais d'"islamiser la modernité".

— *La démocratie a-t-elle un avenir en Algérie?*

Là aussi, je répondrai en citant Mohamed Harbi et son article récent dans *Le Monde* "La tragédie d'une démocratie sans démocrates". Il y écrit: "*La vérité pour le malheur de l'Algérie, c'est qu'aucun des acteurs sociaux n'est véritablement imprégné des valeurs démocratiques*". Et deux faits sont patents. Il n'existe pas en Algérie de tradition historique démocratique: la régence turque, la période française, les trente années d'indépendance n'ont produit que des régimes d'autorité. Le système éducatif mis en place depuis 1962 n'a pas formé des citoyens mais a substitué à l'instruction civique l'éducation religieuse. Je crois cependant que malgré ce manque ou cette insuffisance de conditions préalables, les concepts démocratiques et républicains pourraient trouver rapidement en Algérie des militants convaincus et résolus à les mettre en œuvre.

D'abord il existe déjà des groupes importants qui adhèrent aux idées démocratiques: les mouvements féminins, certains partis politiques minoritaires, des associations de solidarité... La modernisation du pays a produit une classe ouvrière importante et combative, une classe moyenne

acquise à un ordre politique différent, une élite imprégnée d'idéaux proches de ceux de la démocratie. Si un analyste aussi averti que Mohamed Harbi n'en tient pas compte c'est que tous ces ensembles ne sont pas unis et que leurs efforts ne sont pas coordonnés, c'est aussi qu'ils n'ont pas pris sur l'événement comme, par exemple, toutes ces marches à Alger que la télévision nous a montrées mais qui n'ont été que des sursauts d'humeur sans conséquence politique significative. En réalité, le débat entre les tenants d'une entrée en démocratie et les partisans du maintien d'un pouvoir d'exception existe même au sein des deux forces en présence, l'armée d'un côté et les sympathisants islamistes de l'autre.

C'est pourquoi je pense qu'il ne faut pas condamner par avance l'Algérie à ne pas connaître un changement réel de régime politique. L'aspiration unanime du peuple est d'aller vers plus d'équité, plus de justice, plus de responsabilité comme elle est de lutter contre l'arbitraire, la corruption, l'accaparement du pouvoir. N'est-ce pas là, l'expression d'un besoin de démocratie?

*— Quel devrait être selon vous le comportement de la France (gouvernement, partis politiques, mouvements associatifs, organisations culturelles et religieuses etc.) face à ce qui se passe aujourd'hui en Algérie?*

Je pense que notre première obligation à nous tous, où que nous nous situions, c'est d'essayer de comprendre ce qui se passe, d'essayer de nous informer le mieux possible, d'éviter les jugements hâtifs et les condamnations sommaires. La situation en Algérie est suffisamment tragique pour que nous ne la caricaturions pas: j'aimerais beaucoup que la presse, la radio, la télévision ne se contentent pas du sensationnel, du quotidien sanglant, de l'insupportable et qu'elles arrivent à donner une idée de la complexité des problèmes et de l'ambiguïté des situations. Les associations, les organisations actuelles savent ce qu'elles ont à faire et il n'est pas besoin de le leur recommander. La détresse en Algérie est très grande et elle doit appeler notre solidarité et la manifestation de notre fraternité. Quant aux responsables politiques, je sais qu'ils sont tous gravement préoccupés et qu'ils savent d'expérience combien nos voisins algériens réagissent à tout ce qui peut être interprété comme une ingérence dans leur affaires intérieures.

Attention, solidarité, et surtout pas de diabolisation du Sud. Non la France n'est pas menacée par une invasion de boat-people. Non, les hordes islamistes ne vont pas déferler demain sur nos plages.

La nation algérienne est jeune. Le pays n'est devenu indépendant qu'il y a trente deux ans et c'est sans doute pendant la guerre de libération que s'est forgée l'idée nationale.

Les péripéties tragiques des mutations que connaît la société

algérienne ne doivent pas nous détourner de notre ambition de faire de la Méditerranée occidentale une zone de stabilité et de développement et aussi, si nos partenaires, le souhaitent une aire de véritable coopération.

*Propos recueillis*  
*par*  
Bernard Ravenel

**Jean Audibert** a été ambassadeur de France en Algérie de 1989 à 1992.